

AUX GENERAUX, AUX CHEFS ET AUX OFFICIERS DE L'ARMEE  
ESPAGNOLE.

Un de vos anciens compagnons s'adresse à vous. Un ancien compagnon qui partagea avec vous l'orgueil de revêtir le glorieux uniforme d'officier espagnol, universellement renommé et distingué pour les vertus militaires qu'il représentait: fidélité inébranlable au régime légal institué en Espagne, culte de l'honneur, accomplissement scrupuleux de tout serment, promesse ou parole donnée, sacrifice de la vie, toutes les fois que ce fut nécessaire pour défendre l'indépendance de la Patrie, don total de soi-même à la carrière des armes, dans un mépris absolu de toute spéculation ou intérêt commercial.

Aujourd'hui, ces qualités légendaires des cadres de l'armée espagnole sont méconnues; le temps de notre prestige de chevaliers et de militaires est passé. Mais il faut que ce temps revienne et il reviendra immédiatement si vous y êtes décidés. Nos qualités morales sont les mêmes. La cause de l'actuelle déchéance réside dans le mauvais exemple qui fait que le manquement à l'une quelconque de ces vertus, autrefois sanctionné sur l'instant par le renvoi de l'Armée, est maintenant considéré comme un fait banal, habituel et insignifiant. Condamnons tous celui qui donne le mauvais exemple, quel que soit son rang, et l'Armée se retrouvera purifiée et aussi prestigieuse que par le passé.

Enfermés dans vos frontières, ignorants de l'ambiance extérieure qui vous est cachée, vous ne pouvez vous faire une idée précise de l'effondrement du prestige espagnol sur tous les plans, moral, militaire et intellectuel, durant ces dernières 12 années. Les Espagnols qui avons assisté aux sessions de l'ONU, avons vu avec douleur, rage et honte, flotter les bannières des pays de tous les continents, de tous les coins du monde, sauf celle de l'Espagne; nous avons entendu parler dans notre langue le Président de l'Assemblée, les Présidents de certaines sessions et nous avons écouté dans leur traduction espagnole (idiome officiel) tous les discours prononcés. Tous les pays de langue espagnole étaient représentés là, absolument tous, sauf l'Espagne. Et, si quelquefois on parla de l'Espagne, ce fut toujours avec dédain, pour critiquer et condamner son régime actuel.

On traite maintenant l'Espagne comme une nation pestiférée dans le monde entier. Les nations les plus puissantes qui établissent des relations avec elle déclarent publiquement et même officiellement qu'elles ne cherchent qu'à tirer de l'Espagne des avantages commerciaux, mais qu'elles abominent son régime actuel qu'elles qualifient des épithètes les plus offensantes. Dans ce discrédit où est tenue la Nation espagnole à cause de son régime, toute alliance réciproque avec quelque autre nation lui est impossible. Il ne lui est permis que de vendre une partie de sa souveraineté ou de son indépendance en cédant ses droits, sans réciprocité, en échange de quelques profits économiques. La reconnaissance même de l'occupation anglaise de Gibraltar lui est offerte contre quelques livres.

Le régime auquel vous êtes soumis, sans consulter l'opinion nationale, prend des décisions et signe des pactes qui compromettent dangereusement l'avenir de l'Espagne, dans des conditions si absolues, si serviles, si hasardeuses, qu'aucune autre nation ne s'est risquée à les accepter même en échange d'importantes aides financières.

On nous a dit que plusieurs d'entre vous, ceux qui occupez les postes les plus importants, aviez refusé d'accepter certaines clauses stipulant la cession, aux forces étrangères, de la souveraineté espagnole sur certains de ses territoires et que vous réclamiez cette souveraineté pour la seule armée espagnole. Cette nouvelle m'a rempli d'allégresse; je me réjouis de voir que ne s'est point éteint en vous le culte de l'indépendance de la patrie, qui a donné à notre histoire les pages les plus glorieuses de tous les temps.

Ce régime que vous supportez, qui ne peut plus se targuer de posséder les vertus civiques admises par le monde civilisé tout entier, prétend cependant obtenir l'appui du monde catholique en qualifiant son mouvement insurrectionnel de "Sainte Croisade" contre les assassins sacrilèges des hordes rouges. Certes, lorsque le gouvernement légal se vit privé des forces nécessaires au maintien de l'ordre, la réaction incoercible des masses populaires provoqua une situation confuse à la faveur de laquelle des éléments incontrôlables et des agents provocateurs commirent maints excès que la force publique, désorganisée par la rébellion, ne fut en mesure de réprimer et d'empêcher que plusieurs mois plus tard. Mais, le gouvernement légal n'a jamais condamné à mort aucun prêtre, bien que nombre d'entre eux eussent été ses ennemis déclarés. En revanche, les conseils de guerre de votre régime ont condamné et fusillé, après signature des sentences par le Chef de l'insurrection, de nombreux et honorables prêtres, parmi lesquels 15 Basques, dont les noms, joints à ceux de centaines d'emprisonnés, figurent dans une lettre de l'Evêque de Vitoria, Monseigneur Mugica. Et nous ne comptons pas les victimes de la "loi des fuyards" dont le seul crime fut de ne pas accepter le régime imposé par la violence et de protester contre ses excès antichrétiens. Etrange croisade, en vérité, menée avec l'aide des mahométans et durant laquelle on fusilla des prêtres catholiques. Un autre trait caractérise le catholicisme de ce régime : c'est la prière originale de son Chef, dans les eaux de Carthagène, prière adressée au Tout Puissant pour lui demander de refuser "le repos éternel" aux âmes de ceux qui tombèrent en accomplissant leur devoir, victimes des attaques ordonnées par lui.

Tous ces faits et beaucoup d'autres sont amplement connus par le monde catholique qui sait à quoi s'en tenir quant au christianisme du régime espagnol actuel.

Pour ce qui est du niveau intellectuel, il n'a jamais été, en Espagne, aussi bas qu'aujourd'hui, en dépit de l'abondante distribution de croix d'Alphonse le Sage et de la somptuosité des édifices construits pour servir de laboratoires, de centres de recherches etc, édifices impressionnants de l'extérieur, pour les étrangers, mais singulièrement vides à l'intérieur. Le discrédit scientifique de l'Espagne à l'étranger est tel que l'éminent savant A. Bothe, dans la revue nortaméricaine "Bulletin of the Atomic Scientists" (avril 1950) parlant du danger que constitueraient certains secrets atomiques s'ils tombaient aux mains des espions de certaines nations, déclare que ce danger serait inexistant si "l'espion Fuch avait donné ses informations à l'Espagne, par exemple, car personne ne les eût comprises" C'est dire que, comme exemple de pays scientifiquement inculte, on ne trouve à citer que l'Espagne.

Qui est responsable de cette lamentable déconsidération internationale ?

Je regrette de devoir dire que c'est vous.

Bien qu'on ne l'enseigne plus aujourd'hui dans vos Académies Militaires, il faut cependant rappeler qu'aucun militaire ne doit obéissance ni jurer fidélité à un pouvoir qui ne soit pas légalement constitué, selon la volonté expresse de la Nation. Le 14 Avril 1931, la Nation Espagnole a librement choisi le régime républicain et, dans toutes les occasions qui se sont présentées par la suite, elle a ratifié cette élection, reconnue par le roi Alphonse XIII qui, pour éviter des effusions de sang entre Espagnols, conseilla aux militaires d'accepter le régime que l'Espagne venait de se donner. On a raconté, pour tenter de justifier la rébellion, que les Cortès républicaines avaient violé la Constitution et que, par conséquent, la République espagnole avait cessé d'exister. C'est entièrement faux: les Cortès n'ont accompli aucun acte contraire à la Constitution. Etudiez-la, lisez les Bulletins de séances, vous serez convaincus. Le régime républicain, légal depuis 1931, a continué de l'être durant le soulèvement et continuera de l'être tant que la Nation espagnole n'en décidera pas autrement dans des élections libres.

Votre devoir de militaires est d'obéir à la volonté de la Nation, et si vous pensez que cette volonté nationale s'est modifiée depuis 1936, provoquez-en et facilitez-en l'expression libre au moyen d'élections ou seraient prises toutes garanties nécessaires pour les rendre absolument impartiales aux yeux de tous à l'intérieur et hors d'Espagne et aux yeux des observateurs étrangers qui y assisteraient. Vous accompliriez ainsi la première partie de votre devoir. Vous vous acquitteriez de la seconde en vous soumettant au régime librement élu par la Nation, quel qu'il soit, comme nous, exilés, promettons de nous y soumettre. De cette façon, et sans que les forces qui maintiennent l'ordre faillissent un seul instant, le passage à la légalité s'accomplirait sans combats, sans violences et ferait disparaître le spectre d'une nouvelle guerre civile, plus sanglante encore que la précédente et qui menace plus gravement à mesure que le régime illégal se prolonge. L'Espagne entrerait ainsi dans la communauté internationale, à la place qui lui revient, et nous, Espagnols, vivrions de nouveau en harmonie et travaillerions tous unis pour recouvrer le prestige perdu; et nous essayerions d'effacer de notre mémoire le souvenir des malheurs soufferts par tous comme un cauchemar de 12 longues années.

La solution du problème espagnol ne peut ni ne doit venir de l'étranger. Nous, espagnols en exil, n'avons pas plus de moyens pour le résoudre que ceux qui reconnaissent notre bon droit et notre légalité. Et, républicains de l'intérieur comme ceux de l'extérieur, nous voudrions tous éviter la catastrophe d'un soulèvement du peuple espagnol, las de l'injustice et de l'oppression. Vous seuls avez la possibilité de résoudre le problème espagnol sans luttes. Vous ne trahiriez pas vos consciences de militaires; au contraire, vous retourneriez à votre devoir, en même temps que vous tireriez la Patrie de l'état d'abjection où elle se trouve aujourd'hui.

C'est le chemin que vous trace votre devoir; votre ancien compagnon espère que vous le suivrez.

GENERAL EMILIO HERRERA  
Ministre des Affaires Militaires du  
Gouvernement de la République Espagnole.

Paris, le 19 février 1952